

## ET LES ÉTUDIANTS, QUE PENSENT-ILS DE LA FINITUDE... ?

Yann, 2<sup>e</sup> année de bachelor, HEC, Prévèrenges



Amphimax. Yann et derrière lui Nicolas, tous deux en 2<sup>e</sup> année de HEC.

«En tant que chasseur et pêcheur, je connais bien les cycles de la nature. A mon sens, c'est irresponsable de manger des espèces de poissons dont les populations se sont effondrées et qui sont pêchées à des milliers de kilomètres, alors qu'il existe d'autres poissons plus accessibles et nécessitant moins de transport. Mais c'est un problème économique, car plus un poisson sera cher, plus on va le pêcher, même si sa survie est menacée. A la chasse, dans le canton de Vaud par exemple, un plan de tir est défini chaque année afin d'effectuer un prélèvement raisonnable sur les différents gibiers. Il faut que ce type de quota soit appliqué de manière globale mais surtout de manière stricte, ce qui implique des sanctions.»

Catia, 2<sup>e</sup> année de master, Lettres, Ecublens

«On est conscient que les ressources naturelles vont disparaître, mais je ne pense pas qu'on soit prêt à s'imposer de gros changements. Je suis la première à venir en voiture à l'UNIL dès que j'en ai la possibilité. Je pense donc que nous ne changerons rien à notre mode de vie tant que cela ne sera pas devenu une nécessité.»



Unithèque. Florian et Catia.

Florian, 2<sup>e</sup> année de master, Psychologie, Lausanne

«Je me sens appartenir à un système duquel je ne peux pas échapper, avec sans cesse l'obligation de consommer. Politiquement, je trouve les alternatives actuelles peu satisfaisantes. Le changement de société va donc probablement se produire sans qu'on l'ait choisi car aujourd'hui, on continue de rouler en voiture et de consommer en niant la réalité. Il faut par exemple vivre une panne d'électricité pour se rendre compte de notre dépendance à ce confort qu'on ne remet plus en question.»



Anthropole. Sabrina et Alexandre.

Sabrina, 2<sup>e</sup> année de bachelor, Lettres, Pully

«Pour préserver l'environnement, on nous dit de ne pas prendre l'avion, mais le train. Mais quand on voit des billets d'avion à 30 francs, je trouve difficile de résister...»

Alexandre, 2<sup>e</sup> année de bachelor, Lettres, Juriens

«Je suis de la génération «On fonce la tête dans le mur et on le fait avec le sourire». Face à la finitude, il y aura peut-être d'ici une quarantaine d'années un retour au terroir. Une sorte de fin de la mondialisation. Aujourd'hui, le luxe ce n'est plus de se déplacer rapidement, mais de prendre le temps de voyager en train pendant ses vacances et de regarder les paysages défiler. C'est aussi de redécouvrir des produits locaux, comme ce délicieux sérac fumé de Villars-sur-Glâne que j'ai découvert récemment !»

## À l'honneur...

### Un pôle de recherche national



Félix Imhof © UNIL

Le conseiller fédéral Didier Burkhalter et le secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche Mauro Dell'Ambrogio ont annoncé le 15 avril 2010 la création des huit nouveaux pôles de recherche nationaux financés par la Confédération. Excellente nouvelle pour l'UNIL: elle abritera le seul projet en sciences sociales sélectionné dans ce cadre. Il s'agit du pôle de recherche intitulé «LIVES» dirigé par le professeur Dario Spini, qui reçoit ainsi 14,5 mio de francs pour une première période de quatre ans.

A la Direction de l'UNIL et à la Faculté des sciences sociales et politiques, la joie est grande. Après le choix de l'UNIL en 2008 comme centre de compétences national accueillant la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales (FORS), voici la consécration du projet de pôle national de recherche «LIVES» présenté par le professeur Dario Spini, qui reçoit de la Confédération 14,5 mio de francs pour les années 2010-2013. Cet encouragement confédéral profitera également à l'Université de Genève, partenaire du projet.

La création de «LIVES» vient confirmer l'importance de l'UNIL dans le domaine des sciences sociales. La récolte et l'analyse systématiques de données concernant la population suisse, envisagées par les 15 projets regroupés dans «LIVES», sous l'angle des représentations sociales et des trajectoires professionnelles, familiales et de santé, représentent une mine d'informations qui donneront des clés pour agir sur le plan des politiques sociales. Il s'agit de développer des outils méthodologiques pour analyser les trajectoires de vie de la population générale confrontée aux «nouveaux risques sociaux» (instabilité des relations de couple et interpersonnelles, insécurité liée aux crises économiques et au marché du travail, répercussions sur le plan de la santé...) et des populations fragiles (jeunes adultes issus de l'immigration, familles monoparentales...), d'évaluer les effets sur les individus des politiques sociales actuelles, d'envisager d'autres mesures afin de contrebalancer les stress de la vie, en tenant compte des ressources publiques mais aussi privées que les individus eux-mêmes peuvent ou non mettre en œuvre pour y faire face. Sous la direction de Dario Spini, en collaboration avec Laura Bernardi, également professeure à l'UNIL, et Michel Oris, professeur à l'UNIGE, le programme va déployer pas moins de 15 recherches sur 12 ans, rassemblant 67 chercheurs de toute la Suisse autour de la problématique de la vulnérabilité sous toutes ses formes sociale, économique, professionnelle, familiale, culturelle et psychologique. Les recherches rassemblées par «LIVES» convoquent dans une dimension interdisciplinaire la psychologie sociale, la démographie, la sociologie, la politique sociale et des méthodologies longitudinales, innovantes et rigoureuses permettant plusieurs niveaux d'analyse (à l'échelle des individus, des réseaux familiaux et sociaux, des collectivités publiques). NR

# SURMONTER LES RISQUES AU LONG DE LA VIE

L'UNIL abrite le seul projet en sciences sociales sélectionné dans le cadre des nouveaux Pôles de recherche nationaux. LIVES va étudier et comparer les trajectoires individuelles à la lumière des aléas et des vulnérabilités qui les jalonnent.



Le professeur Dario Spini dirigera à l'UNIL le pôle en sciences sociales LIVES.

Quel est l'impact d'une maladie sur le travail, d'un divorce sur la santé, d'une origine sociale sur le parcours scolaire, d'un trac professionnel sur le niveau de stress et la vie familiale d'une personne? Comment la perte d'un partenaire dans la deuxième partie de la vie influence-t-elle le bien-être? Ces événements officiels ou privés qui jalonnent nos trajectoires forment-ils une toile invisible dont les fils s'emmêlent au point de créer des «effets de diffusion» d'un risque à l'autre et de nous empêcher parfois de rebondir? Quelles ressources individuelles, familiales, sociales, étatiques pouvons-nous solliciter pour surmonter ces moments critiques?

Dirigé depuis l'Université de Lausanne par les professeurs Dario Spini et Laura Bernardi, en collaboration avec le professeur Michel Oris à l'UNIGE, le Pôle de Recherche National LIVES réunit plusieurs institutions suisses autour des «Vulnérabilités à travers le parcours de vie». Dario Spini et Laura Bernardi énumèrent ainsi 15 recherches qui seront lancées en janvier 2011 et qui suivront d'une manière longitudinale, d'année en année, des habitants de ce pays, jeunes et vieux, hommes et femmes, Suisses, étrangers, naturalisés, considérés dans leur ensemble familial.

«En général les études s'intéressent à un aspect de la vie, par exemple le travail ou la santé. LIVES va relier toutes ces dimensions de l'existence pour essayer d'en éclairer les dynamiques», explique Dario Spini. Sa collègue Laura Bernardi souligne l'intérêt du Panel suisse de ménages – géré par le centre de compétences suisse en sciences sociales FORS basé à l'UNIL – comme réservoir de personnes, panel dont il faudra élargir l'éven-

tail afin d'intégrer les «populations potentiellement plus vulnérables». L'une des 15 études LIVES exige ainsi de trouver 1200 «secundos» (étrangers entre 16 et 35 ans nés en Suisse) dont 600 naturalisés. Cette recherche vise à mieux comprendre les mécanismes d'intégration en Suisse.

L'intérêt de cet unique Pôle de Recherche National en sciences sociales – choisi par le Conseil fédéral qui financera par ailleurs 7 autres PRN, à hauteur de 14,5 mio de francs sur une première période de 4 ans pour ce qui concerne LIVES – réside notamment dans la combinaison de différentes approches méthodologiques de type quantitatives et longitudinales mais aussi qualitatives avec des entretiens sur des échantillons restreints. Deux des 15 études sont clairement destinées à développer les cadres méthodologiques permettant de mesurer les trajectoires individuelles considérées comme une succession de participations sociales (professionnelles, familiales, etc.) et d'étudier l'impact des événements critiques et des transitions dans les parcours de vie.

La dimension genre sera également prise en compte au niveau du pôle lui-même et à travers l'une des 15 recherches, dirigée par la sociologue du travail Nicky Le Feuvre sur le thème de la vulnérabilité à l'interface de la vie professionnelle et familiale. Le pôle mettra aussi l'accent sur la relève académique avec une école destinée aux doctorants du PRN et sur le dialogue entre centres internationaux étudiant les parcours de vie, par exemple avec le projet d'une école d'été internationale regroupant des doctorants provenant de différents pays et des spécialistes de renommée mondiale.

Nadine Richon

## EXPLORER LES MALADIES PSYCHIQUES

Comment mieux comprendre les mécanismes biologiques des maladies psychiques telles que la schizophrénie, la dépression, les autismes, les troubles anxieux, les addictions? En explorant ces maladies du système nerveux à la lumière des neurosciences, dont les découvertes ont permis ces dernières années d'importants progrès dans la compréhension des mécanismes les plus fins du fonctionnement cérébral.



Le professeur Pierre Magistretti, à la tête du pôle sur les neurosciences.

Ainsi, les avancées dans les domaines de la génétique et de l'imagerie cérébrale chez l'humain permettent d'approfondir les pistes de recherche avec les modèles animaux. Professeur à l'UNIL et à l'EPFL, directeur du Centre de neurosciences psychiatriques de l'UNIL-CHUV et du Brain Mind Institute de l'EPFL, Pierre Magistretti vient d'obtenir pour les quatre prochaines années 17,5 mio de francs pour alimenter un Pôle de Recherche National sur «Les bases synaptiques des maladies mentales». Ce pôle se distingue par la mise en réseau de chercheurs en sciences fondamentales issus de l'EPFL (leading house de ce PRN) et des deux universités lémaniques (co-leading houses) avec des cliniciens des deux hôpitaux cantonaux. Les chercheurs pourront s'appuyer sur des plateformes technologiques comme le Centre d'Imagerie BioMédicale et les plateformes de génomique. Autre originalité: la mise en œuvre d'un programme de formation en neurosciences pour les psychiatres, qui pourront être intégrés dans les projets de recherche.

N.R.

# LES PAUVRETÉS EN SUISSE

Qu'est-ce que la pauvreté ? Que signifie « ne pas être pauvre » dans notre pays ? Quelles sont les stratégies actuelles et envisagées ? Les 6 et 7 octobre 2010, un colloque organisé par le Département de la santé et de l'action sociale, l'UNIL, l'IDHEAP et la Haute école de travail social et de la santé croisera les regards des scientifiques, des professionnels et des politiques sur ces questions.

La fiscalité modérée pratiquée en Suisse ne profite pas à tous les habitants du pays. Selon l'Office fédéral de la statistique, près de 9% de la population en âge de travailler vivait en 2007 avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Selon Caritas, sur l'ensemble de la population, une personne sur sept serait concernée.

habitants d'un pays ont une télévision, un téléphone, une douche... sera pauvre la personne privée de ces choses, poursuit Jean-Pierre Tabin. La Constitution fédérale, tout comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, évoque dans son article 12 la nécessité pour les personnes de vivre dignement. Le simple fait d'être humain nous

une société? Aux citoyens du pays, aux étrangers bien installés, aux réfugiés, aux demandeurs d'asile, aux sans-papiers? On voit que la question est complexe.

Concrètement, quelles sont les mesures déployées par les Etats sociaux? Le professeur de l'UNIL François-Xavier Merrien fera le



Si les habitants d'un pays accumulent les appareils électroniques... sera pauvre la personne privée de ces objets. C'est ce qu'on appelle le niveau de « déprivation ».

Pour le professeur Dario Spini, qui dirige à l'UNIL le pôle de recherche national LIVES, la pauvreté n'a pas la même signification selon le moment où elle intervient dans les parcours de vie. Ce n'est pas un état mais un processus, touchant certains et souvent certaines bien plus que d'autres. A quels moments de l'existence est-on le plus vulnérable? Quelles ressources personnelles pouvons-nous alors activer, quelles solidarités familiales, sociales, étatiques?

Professeur à la Haute école de travail social et de la santé EESP Lausanne et à l'UNIL, Jean-Pierre Tabin rappelle que « la définition reste problématique. On peut définir la pauvreté à partir du revenu et dire que la plupart des cantons et des communes situent son seuil à environ 2200 francs pour un individu seul, soit le revenu accordé à une personne à l'aide sociale. Il s'agit d'un seuil politique et non d'un minimum calculé par rapport aux besoins de la personne. Dans certains pays, le revenu prendra une moindre importance car il pourra éventuellement être compensé par diverses formes de solidarité. Qu'en est-il en Suisse? Dire que les gens à l'assistance publique ne sont pas pauvres... vous voyez déjà l'étrange paradoxe. »

Un courant scientifique préfère estimer le niveau de « déprivation » pour mesurer la pauvreté non à travers le revenu mais à partir de ce que les gens n'ont pas. « Si la plupart des

donne donc le droit d'exiger de la société qu'elle nous permette de vivre dignement. »

## A l'heure du « précaire »

Mais que fait la société? Autre intervenant du colloque organisé par l'UNIL, l'EESP, l'IDHEAP et le Canton de Vaud (DSAS), le spécialiste français de l'histoire du salariat Robert Castel explique que, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, cette forme progressivement dominante du travail qu'est le salariat commence à offrir des protections sociales qui s'imposeront véritablement au XIX<sup>e</sup> siècle en Occident. Qu'en est-il à l'heure où le travail lui-même ne protège plus tous les salariés de la pauvreté? Le sociologue Robert Castel parle de « précaire » pour désigner la situation actuelle sur un marché du travail dérégulé.

Et que fait l'Etat lorsqu'il aide les démunis? Il s'aide lui-même, estime Jean-Pierre Tabin, car une véritable démocratie ne peut pas vivre sans la participation de l'ensemble des citoyens, à qui elle doit donc offrir les moyens de s'intéresser à la chose publique. « Dans tous les pays occidentaux, le minimum vital dépasse la simple possibilité de se nourrir, de se vêtir, de se loger. Une vie digne comprend par exemple un droit aux loisirs, la possibilité de gérer son argent, de voter, de participer de diverses manières à la vie de la communauté... » A qui accorde-t-on ces droits dans

tour de la question sur le plan européen, sous l'angle de la population générale, donc y compris les enfants et les personnes âgées, tandis que son collègue de l'IDHEAP Giuliano Bonoli parlera des expériences menées dans le cadre des programmes d'insertion, autrement dit de la lutte contre la pauvreté via l'emploi. Cheffe du Service de prévoyance et d'aide sociales, Françoise Jaques présentera la vision et les réalisations du canton de Vaud. La Conseillère d'Etat fribourgeoise Anne-Claude Demierre exposera pour sa part la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Pour clore ces deux journées, Pierre-Yves Maillard apportera sa vision de chef du Département de la santé et de l'action sociale, exposera les grandes lignes de la stratégie vaudoise et les nouveaux projets, par exemple en matière de prestations complémentaires pour les familles et de rente-pont à l'AVS.

A signaler encore de nombreuses autres interventions et divers ateliers animés par des scientifiques et des professionnels autour de la prévention, de l'insertion professionnelle et de l'intégration sociale, par exemple un atelier sur le revenu de base inconditionnel ou allocation universelle. Enfin, une table ronde animée par le professeur Jean-Pierre Fragnière réunira des représentants des HES, du CSP, des syndicats et des services sociaux de Genève et du Tessin.

Nadine Richon

Le programme complet de ces journées : [www.unil.ch/ssp](http://www.unil.ch/ssp)